

REVISTA  
**ÁFRICA[S]**

E-ISSN 2446-7375  
ISSN Impresso 2318-1990  
Vol. 6 | Nº. 12 | Ano 2019

**PRESENTATION**

**DOSSIER**

**AFRIQUE CENTRALE: HISTOIRE,  
POLITIQUE ET SOCIÉTÉ**

**Bas´Ilele Malomalo**  
**Michel Feugain**  
**Abraham Wega Simeu**

**Editor-Gerente**

[Ivaldo Marciano de Franca Lima](#)

**Editores**

[Detoubab Ndiaye](#), Universidade do  
Estado da Bahia. Departamento de  
Educação. Campus II

[Dr. Pedro Acosta Leyva](#), UNILAB -  
São Francisco do Conde /Ba, Brasil



# PRESENTATION

## DOSSIER AFRIQUE CENTRALE: HISTOIRE, POLITIQUE ET SOCIÉTÉ

**Bas 'Ilele Malomalo**<sup>1</sup>

**Michel Feugain**<sup>2</sup>

**Abraham Wega Simeu**<sup>3</sup>

Au siècle dernier, l'Organisation de l'Union africaine (OUA) travaillait sur la base de cette division géopolitique de ses États membres: Afrique du Nord, Afrique australe, Afrique orientale, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale. Au XXI<sup>e</sup> siècle, l'Union africaine (UA) a intégré la diaspora africaine comme sixième région. Le dossier que nous présentons concerne l'Afrique centrale. Cette région est composée de onze États, qui forment la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), à savoir l'Angola, le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République démocratique du Congo, le Rwanda, Sao Tomé et Prince et Tchad. La CEEAC a une superficie de 6 640 600 km<sup>2</sup> pour une population estimée à 130 millions d'habitants.

Nous avons reçu un total de douze textes, dix articles directement liés aux objectifs du dossier, deux articles en flux continu et un essai. Parmi les articles acceptés, nous avons six articles en français, quatre articles et un essai en portugais, et un article en espagnol de chercheurs.es africains.es qui résident, étudient et / ou travaillent en Angola, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, en France et au Brésil, ou encore transitent entre ces pays. De plus, ils ont des diplômes en sciences sociales, anthropologie, sociologie, relations internationales, histoire, droit et études littéraires et linguistiques. En termes de nationalités et de genre, la grande partie de textes est d'origine africaine et principalement d'écriture masculine. Telo (angolaise), Odila (Bissau-guinéenne), Bampoky (sénégalaise) et Cassilhas (brésilienne) sont les quatre femmes présentes dans cette publication. Les autres

---

<sup>1</sup> Docteur en sociologie de l'Université d'État Paulista Júlio Mesquita / UNESP, est professeur de premier cycle et de master interdisciplinaire en sciences humaines de l'Institut des lettres et des sciences humaines (MIH) de l'Université d'intégration internationale de la lusophonie afro-brésilienne (UNILAB), coordinateur du groupe de recherche Afrique-Brésil: production de connaissances, société civile, développement et citoyenneté mondiale.

<sup>2</sup> Docteur en civilisation de l'Espagne contemporaine. Enseignant-chercheur et spécialiste de l'analyse textuelle et iconologique et iconographique, Michel Feugain est également écrivain et fondateur des Editions Binam. Membre de plusieurs sociétés savantes et cofondateur du Groupe de Recherches Black Studies de l'Université Catholique de Lile où il y dirige le département de langues étrangères appliquées (LEA).

<sup>3</sup> Doctorat en linguistique générale et langues africaines à l'Université de Yaoundé 1. Professeur chercheur et chef du département des lettres modernes françaises de l'Institut supérieur de formation des enseignants de l'université de Bamenda.

auteurs sont de nationalité camerounaise, franco-camerounaise, costaricaine et congolaise résidant dans ou en dehors de leur pays.

L'ordre des articles du dossier obéit à la logique suivante: les trois premiers analysent respectivement les réalités régionales et sous-régionales de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (CEMAC) et de la relations bilatérales entre le Cameroun et le Congo Brazzaville. D'autres articles ont été classés selon l'ordre alphabétique des pays étudiés. Ainsi, l'on a commencé avec l'Angola, via le Cameroun, pour finir en République Démocratique du Congo.

Concernant le contenu du dossier, Sali Bouba Oumarou et Cyrille Aymard Bekono concentrent leur analyse sur les blocs économiques de la CEEAC et de la CEMAC. Le premier auteur, dans son texte, "Analyse théorique de l'institutionnalisation de la résolution des conflits dans la CEEAC", souligne que depuis que la CEEAC a rendu sa décision n ° 001 Y/ févr./ 25 février 1999 sur la création de mécanisme de promotion, de maintien et de consolidation de la paix et de la sécurité en Afrique centrale, la même institution a développé de remarquables capacités institutionnelles et opérationnelles de pacification qui englobent les formes d'intervention progressive et séquentielle dans les conflits identifiés par les Nations Unies depuis la fin de la guerre froide. Par conséquent, cette réalité contemporaine contraste bien sûr avec les moments de la création de cette institution internationale, lorsque ce souci de résolution des conflits était en dehors de son champ d'action; il n'apparaissait pas de manière tout à fait explicite dans les textes fondateurs de l'organisation et n'était ni sollicité ni développé dans la pratique. Ce contraste ne s'est donc pas produit sans soulever de questions ou du moins soulever des questions sur le processus de développement et de renforcement de la capacité de résolution des conflits de l'ECCEA.

Pour sa part, Cyrille Aymard Bekono, dans son texte intitulé « La politique migratoire du cameroon à l'épreuve de la libre circulation et du droit d'établissement des ressortissants de la CEMAC », anticipe et constate que la libre circulation et le droit d'établissement des ressortissants communautaires sont les principaux thèmes de l'intégration sous-régionale. Ils sont le baromètre à partir duquel l'on peut juger la capacité d'un État à honorer ses engagements au niveau de la communauté supranationale. L'adhésion du Cameroun à ces principes fondateurs de l'espace cemacien implique ipso facto un engagement des pouvoirs publics camerounais à les rendre applicables sur l'ensemble du territoire. Cependant, de l'Union douanière et économique centrafricaine (UDEAC) à la CEMAC, l'État camerounais ne s'est jamais concentré spécifiquement sur la question des citoyens communautaires dans sa politique migratoire. En conséquence, la politique migratoire du Cameroun reste muette en ce qui concerne le droit des

citoyens communautaires d'entrer et de séjourner librement. Cette attitude du Cameroun se justifie, d'une part, par la nature de ses relations avec les États membres de la CEMAC, ainsi que par la réticence de certains d'entre eux à appliquer la libre circulation et le droit d'établissement des personnes. Toutefois, par le truchement des accords bilatéraux et le respect de la clause de réciprocité, le Cameroun, de façon parcimonieuse et progressive, s'arrime à la législation communautaire.

Eric Wilson Fofack et Clovis Rodrigue Foutsop nous interpellent avec le texte « Les relations Cameroun-Congo depuis 1960: de l'influence des activités politiques et militaires de l'ANLK à la normalisation ». Ils notent que, liés par l'histoire et la géographie, le Cameroun et la République du Congo ont eu, après leur indépendance, des relations caractérisées par la non-convergence de leurs conceptions idéologiques réciproques, bien que les deux soient d'anciens territoires d'occupation française de l'Afrique équatoriale. Lancé dans une orientation idéologico-politique socialiste, le Congo a exprimé sa solidarité avec l'Armée de libération nationale du Kamerun (ANLK), la branche armée de l'Union camerounaise (UPC). L'installation de l'ANK sur le territoire congolais est à l'origine de plus de deux décennies de relations tendues entre le Cameroun et son voisin congolais. Ainsi, ce n'est qu'en 1981 que le président du Cameroun a nommé le premier chef de la mission diplomatique de son pays à Brazzaville. Son homologue congolais a fait de même en janvier 1982, marquant ainsi le début de la normalisation des relations entre ces deux pays voisins. L'objectif fixé par les auteurs de cet article est de montrer, à partir de diverses sources d'archives et de documentaires, comment la présence d'ANLK au Congo a été un frein à la bonne qualité des relations entre les deux pays après leur indépendance, avant de s'acheminer progressivement vers une sorte tacite de normalisation.

En ce qui est des analyses portant sur des cas spécifiques concernant les États-nations d'Afrique centrale, le premier texte, écrit par Florita Cuhanga António Telo, analyse le processus de construction de noms en Angola avant l'esclavage et la colonisation. Selon l'auteur, dans de nombreuses cultures de cette partie précoloniale de l'Afrique centrale, la dénomination a suivi des critères pour maintenir l'histoire de la famille et / ou du groupe ethnique, comme par exemple dans l'ethnie Bakongo, où les noms des enfants sont ceux des grands-parents maternels ou paternels, qui à leur tour avaient hérité de leurs ancêtres. Grâce à cette transmission - qui implique l'histoire des circonstances dans lesquelles le prénom est né, il est possible de garder un héritage passé présent - concernant les visions du monde et la production de connaissances de ces groupes. Avec la christianisation à l'époque de l'esclavage et de la colonisation, soutient-elle, les enfants et les adultes ont vu leur nom changer et remplacer par d'autres dans la langue

coloniale officielle (le portugais). Dans ce contexte, elle explore ces aspects de la culture Kongo: les fondements de la coutume dans la dénomination: la cosmologie, l'environnement et leurs influences sur ce processus; le baptême chrétien et la (ré) affectation d'un nom: leurs fondements et leurs significations; l'indépendance: leurs permanences et leurs ruptures.

Michel Feugain et Wega Simeu concentrent leur attention vers leur patrie: le Cameroun. Le texte Michel Feugain, «Iconographie et discours de propagande politique autour des présidentielles camerounaises de 2018», porte son analyse critique sur la crise politique qui secoue le Cameroun depuis les dernières élections présidentielles du sept octobre deux mille-dix-huit. En effet, si ces élections ont été émaillées d'irrégularités et d'autres fraudes massives à la faveur du candidat président sortant, Mr Paul Biya, il reste que le Cameroun connaît de véritables violations de droits dont l'arrestation arbitraire de journalistes, la séquestration de la classe politique de l'opposition ainsi que la répression de tout mouvement de protestation pacifique, l'exil massif de la jeunesse d'une part et d'hommes politiques et écrivains d'autre part ne sont que les aspects visibles d'un système politique en perte de repères. Cet article exploite les discours de quelques acteurs camerounais ainsi que l'iconographie (image fixe ou mobile) que relaient aussi bien la presse écrite ou audiovisuelle que les réseaux sociaux. Au cœur de ce contexte apocalyptique de crise, le génocide encore en cours dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun attire le regard des organisations internationales non sans dévoiler la complicité implicite des partenaires occidentaux dont le silence ou la condamnation des atrocités tient encore de la géopolitique.

Wega Simeu évalue dans son article la cohabitation du shupamem, langue bantoue des grassfield parlée à l'ouest du Cameroun avec le français en classe de FLS au CES de Njiketkié. L'article se focalise sur l'impact du shupamem dans la communication écrite et orale en langue française chez les apprenants des classes de 6ème et 5ème au CES de Njiketkié. Ainsi, pour comprendre ce phénomène il s'est posé la question suivante: les difficultés que rencontrent les apprenants de classes de 6ème et 5ème du CES de Njiketkié en français sont-elles liées à leur pratique régulière du shupamem? Son travail a donc pour objectif d'identifier et d'analyser les marques du phénomène de la cohabitation entre le shupamem et le français chez les élèves qui vivent dans un environnement linguistique entièrement dominé par leur langue maternelle. Pour mener à bien cette recherche, trois types de données ont été collectées, les copies des apprenants à travers l'analyse des documents, les propos de ceux-ci recueillis au moyen de questionnaires, et l'opinion des enseignants à travers l'entretien semi-directif. Ces données ont été analysées au moyen du variationisme de GUMPERZ (1989) et de la sémantaxe de G. MANESSY (1994). Il ressort de cette étude que les fautes commises par les élèves de classe de 6ème et 5ème du CES

de Njiketkié au cours de leur production en langue française sont causées par la domination entière de leur langue maternelle dans la localité de njiketkié. Ces apprenants affirment que leurs lacunes en français sont aussi dues entre autres au fait que non seulement ils ont de carences en vocabulaire mais la langue française est dépourvue de certains vocabulaires pouvant leur permettre de s'exprimer comme ils veulent. Certains enseignants ont décrypté les difficultés des apprenants, parlent de leur gestion et proposent des solutions pour remédier à cette situation. Ce travail pourra être utile à tous ceux qui enseignent le français dans les zones rurales où généralement, les langues locales constituent le principal obstacle dans l'acquisition de la compétence communicative langagière en langue seconde, ces enseignants pourraient ainsi ne plus subir cette cohabitation comme une fatalité.

Palé Miré Germain nous amène, dans son texte, à aborder les « Vérités sur la présence espagnole en Guinée équatoriale, 1777-1968 ». L'auteur s'interroge sur les objectifs coloniaux américains d'une Espagne qui a tout fait pour occuper les territoires portugais du golfe de Guinée, désormais connus sous le nom de Guinée équatoriale. Au début, ils ont servi de source d'approvisionnement d'esclaves à destination de leurs nouvelles terres en Amérique d'une part; et de lieux de repos pendant le voyage, d'autre part. Une fois ses colonies d'Amérique devenues indépendantes, l'Espagne a de nouveau investi dans ses produits africains considérés comme de nouvelles sources de matières premières. Les richesses diverses et multiples qui s'y trouvent ont conduit l'Espagne à adopter des stratégies de toutes sortes afin de continuer à profiter des ressources guinéennes. Ces stratégies portaient l'établissement du système colonial, la transformation de la colonie en province d'outre-mer et l'octroi du statut de territoire autonome. L'auteur fait valoir que cela indique que l'occupation espagnole de la Guinée équatoriale a eu lieu pour des raisons géostratégiques et géoéconomiques.

La République démocratique du Congo est couverte par deux articles. Le premier intitulé « Justice politico-théorique du matriarcat: la voix des survivants.es de violences sexuelles en temps de conflit en RD Congo (1997-2018) » a été écrit par Bas Ilele Malomalo. Dans cet article, l'auteur présente le pensée des survivants.es des violences sexuelles des guerres survenues depuis 1997 en RD Congo et des conflits d'après-guerre qui ont suivi jusqu'en 2018. Cette dernière date a été choisie car elle marque la publication du rapport qui sert de source principale à cet article. Il est défendu l'idée selon laquelle que c'est un document qui a été élaboré par la force théorico-politique du matriarcat congolais contemporain avec ses ramifications nationales, continentales et internationales basées sur une perspective intersectionnelle dans la construction de la paix qui ne serait possible qu'en pratiquant la justice de genre, de l'ethnie, de l'environnemental et du cognitif. Reconnaisant le mérite des arguments

théoriques et politiques des femmes qui ont préparé le rapport examiné dans cet article, l'auteur se contente d'effectuer le travail de traduction non seulement comme une simple exercice académique, mais surtout comme un moyen de dénoncer les crimes commis contre les femmes congolaises, tout en leur témoignant de sa sympathique considération.

Le deuxième article « Mutation sociale et nouvelle solidarité en RD. Congo » est de Gilbert Malemba N'sakila. Pour l'auteur, le lien social dans ce pays autour de la production et de la reproduction des mécanismes sociaux collectifs passe de plus en plus par la fraternité chrétienne. Il lui donne le surnom de “né de nouveau” et crée une solidarité spirituelle. Le but des actions sociales importantes, telles que l'entrepreneuriat économique, la collaboration politique, le conseil, et les moments capitaux de la vie, tels que les réveils, les mariages, sont pris en compte par les “sœurs et frères en Christ”. Le texte de N'Sakila révèle l'expérience vécue d'après des relations sociales entre des Congolais, et met en évidence les contours significatifs de la solidarité chère à l'édification sociale actuelle des Congolais.

Les deux derniers articles, même n'ayant pas de lien direct avec le dossier mais très pertinents pour la complémentarité des travaux reçus par nous, ont été soumis par Providence Bampoky, “La construction de la théorie de l'indigénat - justification de la colonisation par la négation du noir: un regard sur les quatre communes du Sénégal”, et Ricardo Ossagô de Carvalho et Artemisa Odila Candé Monteiro, “Conflits et droits de l'homme sur le continent africain “. Feibriss Henrique Meneghelli Cassilhas nous a consacré avec un essai intitulé « Deux histoires sur le faucon racontées dans l'ancien protectorat du sud du Nigeria; ou, le texte de la présentation de la soutenance du doctorat d'une traductrice des histoires racontées».

Avec ces textes, nous espérons consolider le champ des études africaines au Brésil.

Bonne lecture!